

AL-1-4-
Le Cap, le 13 avril 1967

N° 224/AL

R. G. X

L'AMBASSADEUR DE FRANCE EN AFRIQUE DU SUD

A

SON EXCELLENCE MONSIEUR LE MINISTRE DES
AFFAIRES ETRANGERES
- Direction d'Afrique Levant -

a/s : Assouplissement de l'apartheid
dans le sport.-

Ma lettre n° 54/AL du 2 février dernier a rendu compte de la confusion qui régnait dans le domaine du sport du fait des incertitudes et des contradictions qu'entraînait l'application des lois raciales. L'extension de l'apartheid aux participants comme au public des réunions sportives n'a cessé de susciter des critiques à l'intérieur même du pays, notamment dans la mesure où elle risquait d'empêcher les Sud-Africains de se mesurer avec leurs collègues de l'étranger. D'autre part, une telle discrimination ne laissait pas de faire quelque bruit hors des frontières et de nuire encore davantage au renom de la République.

Les milieux spécialisés et la plupart des Sud-Africains - il n'en est guère qui ne s'intéresse au sport - fondaient de grands espoirs en M. Vorster pour que soient assouplies la doctrine et la pratique suivies en la matière par son prédécesseur. Les ouvertures du Premier Ministre en direction des Etats africains, son désir de redorer le blason du pays, le pragmatisme et la souplesse dont il avait témoigné dans la solution de plusieurs questions délicates, permettaient

COMMUNIQUE A : - DIRECTION POLITIQUE

- LONDRES

- WASHINGTON

- DEL. NEW YORK

- WELLINGTON

- NAIROBI

- SALISBURY

- LOURENCO MARQUES

- LUSAKA

- BLANTYRE

.../...

...

d'augurer qu'il aborderait dans le même esprit l'épineux problème du sport.

A sa manière, M. Vorster a laissé mûrir l'affaire. Une ou deux boutades, quelques allusions ont montré cependant qu'il ne la perdait pas de vue. Au reste, plusieurs cas litigieux continuaient d'alimenter la polémique dans les milieux du sport comme dans ceux de la presse. Mais, dans l'attente d'une déclaration officielle que l'ensemble de l'opinion espérait favorable, les critiques se faisaient moins âpres ; chacun mesurait l'embarras du Premier Ministre à prendre position, placé qu'il était en l'occurrence entre le souci de respecter le principe traditionnel de la ségrégation et le désir de répondre aux vœux du public comme aux intérêts généraux du pays.

+

+ +

La discussion au Parlement du budget de son Département a fourni au Premier Ministre l'occasion d'éclairer l'opinion sur la pensée du gouvernement. Il importe, a-t-il dit, de maintenir les règlements et les coutumes qui sont en vigueur à l'intérieur du pays en ce qui concerne les nationaux, qu'ils soient européens ou non-européens. Mais ni la loi ni la tradition ne s'opposent à des dérogations lorsque l'application de ces principes risque de nuire à la position internationale de l'Afrique du Sud en matière de sport.

Là encore, une distinction, au reste assez subtile, est faite dans les relations, d'une part "inter-States" et de l'autre "inter-personal". Seules les premières sont autorisées.

Voici quelques exemples : si la finale de la coupe Davis a lieu en Afrique du Sud, des joueurs du pays pourraient se mesurer avec des équipes de couleur, puisqu'il s'agirait d'un match entre Etats ; en revanche, des joueurs non-européens ne seraient pas admis à participer à un tournoi national de tennis.- Dans le cas où

...

de rugby ou la Grande-Bretagne un Métis dans un groupe de cricketeurs, l'Afrique du Sud ne ferait pas obstacle à ce que l'une et l'autre jouent contre leurs adversaires de la République -. De même encore les autorités de Prétoria sont disposées à envoyer à la prochaine réunion des Jeux Olympiques une seule délégation qui comporterait éventuellement des athlètes de couleur, désignés par leurs clubs en liaison avec les associations sportives blanches ; (la proposition faite il y a quelque temps d'envoyer à Mexico deux équipes, l'une blanche, l'autre de couleur, avait été repoussée par le Comité international).

Comme on le voit, les distinctions établies par le Premier Ministre comportent d'importantes restrictions et, dès le lendemain de sa déclaration, il a tenu à mettre en garde contre les illusions que celle-ci pourrait susciter. Le moins que l'on puisse dire est que ses paroles manquent de netteté et qu'elles ne suffiront pas à dissiper la confusion. Maintes interrogations, controverses et exégèses s'en suivront. Mais, dans la mesure même où persisteront l'équivoque et l'arbitraire, la porte restera ouverte pour le Gouvernement à des interprétations dont les milieux intéressés ne doutent pas, il est vrai, qu'elles seront favorables au développement des relations de l'Afrique du Sud avec l'étranger.

Sans doute le jugement de Salomon prononcé par M. Vorster n'est-il encore qu'un jalon et ne pouvait-il être autre pour le moment. Il paraît avoir été compris de la sorte, à en juger par l'excellent accueil que lui ont fait tant l'opposition au Parlement que la presse et l'opinion. / 415616